



PRÉFET DU HAUT-RHIN

*Liberté
Égalité
Fraternité*

SERVICE DE LA COORDINATION DES POLITIQUES

PUBLIQUES ET DE L'APPUI TERRITORIAL

Bureau des enquêtes publiques et des
installations classées

jpr/ha/320

Arrêté du 22 novembre 2023

**portant mise en demeure à la société BBC Cellpack Packaging (ex CFS Cellpack Packaging)
de respecter les dispositions applicables à son installation d'Illfurth**

Le préfet du Haut-Rhin

Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre national du Mérite

Vu le livre I, titre 7 du code de l'environnement et notamment son article L.171-8 I,

Vu l'arrêté préfectoral n° 993313 du 29 décembre 1999 portant autorisation d'exploiter au titre des installations classées à la société CFS une unité de façonnage du papier à Illfurth ;

Vu l'arrêté ministériel du 02 février 98 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu la visite d'inspection du site du 10 mai 2023,

Vu le rapport du 19 juillet 2023 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargée de l'inspection des installations classées,

Vu le courriel de l'exploitant du 7/09/23 durant la phase contradictoire ;

Considérant que suite à l'explosion survenue dans le local encre, le 08 mars 2022, l'exploitant n'a pu démontrer que les mesures mises en place consistant en particulier en un renforcement des moyens humains (feuille d'émargement, formation, etc.) sont suffisantes pour éviter qu'un tel événement ne se reproduise,

Considérant donc que les moyens mis en place par l'exploitant dans le local de préparation d'encre ne sont pas suffisants pour détecter de façon précoce un sinistre,

Considérant que ce constat constitue un non-respect des dispositions de l'article 16.1 de l'arrêté préfectoral n° 993313 du 29 décembre 1999 susvisé modifié,

Considérant que lors de l'inspection du 10 mai 2023, il a été constaté la présence d'une pompe dans la rétention extérieure contenant des déchets (stockage de GRV et de fûts souillés cf. Annexe) du site destinée à vidanger les liquides présents dans la rétention vers le milieu (zone engazonnée à côté de la rétention),

Considérant que les liquides présents dans la rétention sont des produits, des égouttures et des eaux pluviales ayant lessivés ces produits et qu'ils présentent des risques de pollution,

Considérant que ce constat constitue un non-respect de l'article 45 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998,

Considérant les dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement : « *Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine.* »,

Sur proposition du sous-préfet, secrétaire général de la préfecture,

ARRÊTE

Article 1^{er} : La société BBC Cellpack Packaging (ex CFS Cellpack Packaging), désignée « exploitant » dans le présent arrêté, dont le siège social est situé 20 rue Burnkirch – BP29 – 68720 ILLFURTH, est mise en demeure de respecter, dans le délai prévu à l'article suivant, les prescriptions reprises ci-après, pour l'exploitation de ses installations situées à la même adresse

Article 2 : **Dans un délai de 1 mois**, l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article 16.1 de l'arrêté préfectoral n° 993313 du 29 décembre 1999 susvisé :

*« Les locaux comportant des risques d'incendie ou d'explosion sont équipés d'un réseau permettant la détection précoce d'un sinistre.
(...) »*

Article 3 : **Dans un délai de 1 mois**, l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article 45 de l'arrêté ministériel du 02 février 98 susvisé :

« Les déchets et résidus produits doivent être stockés, avant leur revalorisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

Les stockages temporaires, avant recyclage ou élimination des déchets spéciaux, sont réalisés sur des cuvettes de rétention étanches et si possible protégés des eaux météoriques. »

Article 4 : faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il pourra être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

Article 5 : le secrétaire général de la préfecture du Haut-Rhin et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (service de l'inspection des installations classées), sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie est notifiée à l'exploitant.

Le 22 novembre 2023

pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général

SIGNÉ

Christophe MAROT

Délais et voie de recours :

En vertu de l'article R.421-1 du code de justice administrative, le tribunal administratif de Strasbourg ne peut être saisi que par voie de recours formé contre cette décision, et ce, dans les deux mois à partir de sa notification.

ANNEXE Situation de la rétention à l'arrière du site

